

Erdogan...omie

La Turquie a changé chez les investisseurs internationaux.

Dirigée par Recep Tayyip Erdogan elle a accumulé les chocs économiques

A l'été 2018, les tensions entre R.T. Erdogan et Donald Trump, ont incité les investisseurs à vendre leurs livres turques, puis le Covid, a fait plonger les recettes touristiques du pays.

Des choix politiques ont renforcé les difficultés de l'après-Covid.

Alors que l'inflation remontait il y a un an, les banques centrales des pays émergents ont élevé leur taux d'intérêt pour endiguer la hausse des prix.

Le président Erdogan a limogé [le gouverneur de la banque centrale](#) et intimé à son successeur [de baisser les taux](#) pour relancer la croissance.

Ils ont reculé de 500 points de base en trois mois et n'ont pas bougé depuis décembre 2021.

La Turquie étant une base de production de nombreux industriels européens et exportant beaucoup vers le Vieux Continent, baisser les taux facilite le financement des exportateurs et des grands travaux.

Cette politique a permis au PIB de croître de 11 % l'an passé. Mais l'économie est en surchauffe. [Les sorties de capitaux se sont accélérées](#) à l'automne , **la livre a perdu près de la moitié de sa valeur par rapport à l'euro et au dollar, et l'inflation atteint 61 % sur un an !** En réaction, le gouvernement a augmenté de 50 % le salaire minimum en début d'année. Nécessaire mais insuffisant pour soutenir la consommation.

La Turquie fait face à une autre difficulté : la guerre en Ukraine affaiblit son

économie. Le conflit a fait grimper le prix des matières premières, du blé et du pétrole, dont le pays est importateur. Ce qui va mécaniquement accroître le déficit courant, alors même que les investisseurs sont réticents à financer l'économie.

Les déficits se sont creusés et sont redevenus une source d'inquiétude. Les économistes s'attendent à ce que le déficit courant atteigne 4 % du PIB cette année. Une estimation « optimiste », si les prix des matières premières ne baissent pas, le pays étant dépendant du blé russe et ukrainien.

Les plus pessimistes anticipent un déficit de 8 % du PIB. Les politiques économiques insoutenables de la Turquie, la spirale de l'inflation et la dépréciation de la monnaie augmentent le risque de crises plus profondes de la balance des paiements, financière et politique. »

Le gouvernement pourrait décider d'exiger des exportateurs turcs qu'ils échangent 40 % de leurs devises étrangères en livres, contre 25 % actuellement. Un contrôle des capitaux qui ne dit pas son nom.

sources : Goldman Sachs, Scope Ratings, Bloomberg

photo : D.R.